
Jean-Claude Caron

Éric PHÉLIPPEAU, *L'Invention de l'homme politique moderne. Mackau, l'Orne et la République*

Socio-histoire, Paris, Édition Belin, 2002, 367 p.,
22 #.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Jean-Claude Caron, « Éric PHÉLIPPEAU, *L'Invention de l'homme politique moderne. Mackau, l'Orne et la République* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 24 | 2002, mis en ligne le 04 juin 2003, Consulté le 03 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index376.html>

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index376.html>

Document généré automatiquement le 03 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Jean-Claude Caron

Éric PHÉLIPPEAU, *L'Invention de l'homme politique moderne. Mackau, l'Orne et la République*

Socio-histoire, Paris, Édition Belin, 2002, 367 p., 22 #.

Pagination de l'édition papier : p. 159-162

Cet ouvrage, issu d'une thèse de science politique fondée sur un corpus d'archives, a comme objet central l'étude des mécanismes de professionnalisation politique. Son cadre géographique est le département de l'Orne, sa période privilégiée, la Troisième République, son personnage central, le baron de Mackau. L'auteur a privilégié trois axes : les dépenses électorales, à entendre au sens large, incluant tout ce qui relève du don, de la charité, de l'assistance, en bref les libéralités ; la rationalisation du travail politique, entre héritage et innovation, avec en particulier l'émergence de la notion d'équipe ; enfin, la naissance de la figure de l'entrepreneur politique, accompagnant la constitution d'un marché politique et la professionnalisation de la politique. Éric Phélippeau se revendique comme disciple de Norbert Elias, et souhaite éviter la "tentation positiviste" qui a longtemps marqué l'histoire politique. Cette tentation ne l'effleure effectivement pas. Sa démonstration, toute de rigueur, montre de manière très pertinente, à partir de documents trop souvent ignorés, ce que coûte une campagne électorale, ou plutôt ce que coûtent des campagnes électorales à répétition, puisque le fort conservateur baron de Mackau, futur leader de l'Union des Droites, représente l'Orne comme parlementaire de 1866 à 1918, date de sa mort (avec une brève interruption de 1870 à 1876), sans compter les mandats locaux (ainsi est-il conseiller général de Vimoutiers de 1858 à 1918). Le lien entre puissance financière et puissance électorale n'est pas une découverte ; mais en pistant l'ensemble des dépenses générées par l'élection, É. Phélippeau en donne une image précise, et démontre avec brio que les titres s'effacent peu à peu devant les fortunes : les pages consacrées à la rivalité bienfaitrice entre Mackau et Audiffret-Pasquier sont très révélatrices, tout comme celles consacrées à l'entrepreneur Jules Gévelot. Mackau consacre ainsi près d'un cinquième de son budget à des dons, cadeaux et autres gratifications (aux écoles, aux comices, *etc.*), tissant la toile d'un vaste réseau clientélaire. La puissance sociale devient un élément de plus en plus déterminant dans la compétition électorale, y compris pour les postes de conseillers généraux, voire de maires, sous la Troisième République. É. Phélippeau se refuse pour autant à conclure à la fin des notables : car si les voies d'accès à la notabilité se diversifient, le modèle notabiliaire traditionnel continue longtemps à s'imposer, y compris auprès de bourgeois attirés par la compétition électorale. Ce qui n'empêche nullement leur conversion à la rationalisation du travail politique.

Mackau n'est pas entré en politique par hasard : son nom constitue un solide capital social. Fils d'un pair et ministre de Louis-Philippe devenu sénateur de Napoléon III, il a ses entrées. Mais, à juste titre, É. Phélippeau montre que la carrière politique de l'héritier n'est pas tracée en ligne droite : le contexte n'est pas le même qu'au temps de son père et l'élection à la députation sous le régime du suffrage universel relève d'un combat autrement plus rude que dans la France censitaire. Mackau est toutefois le cœur d'une stratégie paternelle --intégrer le Conseil d'État-- facilitée par un réseau réactivé au bon moment. Dès lors, le jeune baron est lancé dans une carrière administrative qui est le tremplin idéal pour une carrière politique. La capillarité est en effet totale entre les réseaux administratifs et les réseaux politiques. Pourtant, Mackau gagne progressivement son autonomie, se dégageant de la tutelle des préfets qui se succèdent, alors que lui demeure. Sa main-mise sur le comice agricole d'Argentan lui permet de disposer d'une structure très influente ; il est également très présent dans le réseau associatif, auquel il donne une impulsion nouvelle, notamment en ce qui concerne les œuvres religieuses, caritatives ou mondaines. Cela lui vaut de résister, dans sa circonscription, à la progressive "républicanisation" du département. Mais il doit aussi cette résistance victorieuse à la mise sur pied d'une véritable équipe électorale, entreprise regroupant, de façon temporaire, plusieurs

dizaines, voire centaines d'individus lors des campagnes électorales, avec une remarquable division du travail. Ainsi des directeurs de comités électoraux, rouages essentiels de la machine, dont il lui faut par ailleurs gérer les rivalités, et qui, souvent, sont eux-mêmes liés à une fonction élective. La campagne électorale devient un objet soumis à la rationalisation et à la standardisation : homme de dossiers et de fiches, Mackau élimine autant que peut se faire le hasard comme l'amateurisme, fondant sa réussite sur l'enquête et la recherche d'informations expliquant le vote des populations (y compris pour d'autres départements), la communication et la relation individualisée, et en définitive la satisfaction des intérêts locaux en fonction de leur rapport électoral. Le constat de cette autonomisation et de cette rationalisation du politique amène É. Phélippeau à identifier Mackau à la figure de l'entrepreneur.

L'originalité de l'auteur est de replacer cette approche dans un contexte global d'affermissement de l'État parlementaire, où, là encore, rationalisation et spécialisation vont de pair. Mais la compétition électorale apparaît aussi comme le pendant de la compétition économique, à laquelle la relie tant les objectifs que les méthodes. La fermeture de l'espace électoral renvoie pourtant davantage au modèle monopolistique qu'au modèle libéral : mais on sait qu'en politique comme en économie, le libéralisme a parfaitement su s'accommoder du monopole, lorsqu'il servait ses intérêts. Élargissant son champ d'étude à l'ensemble du corps des élus ornaux de la période, tant au plan local qu'au plan national, É. Phélippeau trace un portrait de groupe de "cumulards" sans état d'âme, parcourant méthodiquement les différentes étapes d'un *cursus honorum* parfaitement balisé. Il décèle dans cette formalisation le meilleur signe d'une victoire progressive du politique sur le social, autrement dit de l'entrepreneur politique sur le grand notable. Toutes les modifications des modes de scrutin comme des conditions pratiques du vote n'y changent rien : cette suprématie se renforce constamment et est même favorisée par la relativité de partis politiques et de groupes parlementaires certes formellement constitués, mais qui n'entament pas réellement l'autonomie d'action de leurs membres. Toutefois, s'érigeant en prestataires de services de tous ordres, ces organisations tendent à s'imposer comme des relais essentiels, en particulier sur le plan matériel, et illustrent la professionnalisation du métier politique. La nécessité de contrôle de l'opinion publique en passe par le contrôle des organes de presse : là encore, la chose n'est pas nouvelle, mais atteint une ampleur inégalée. Le *Journal d'Alençon* devient ainsi un organe mackiste, racheté par le baron pour servir ses intérêts, une entreprise étendue à l'échelle nationale avec le rachat de *La Presse*. Dès lors, la politique devient un marché, générant une offre dont les brochures et autres annonces publicitaires constituent les vecteurs les plus voyants. Quittant le vocabulaire propre au libéralisme économique, É. Phélippeau utilise celui du féodalisme pour décrire la mise en place d'un système pyramidal, fait de vassalisation --ce qui suppose l'existence de suzerains-- des candidatures locales. Ce règne du patronage, auquel l'État républicain apporte sa caution en le pratiquant au moins officieusement, est la marque du passage de la candidature au stade de l'"entreprise individuelle en nom collectif", au sein d'un espace départemental qui devient le cadre privilégié de l'action politique, avec l'apparition de "patrons" dans chaque camp. Avec le boulangisme, et en particulier à l'occasion de la campagne de 1889, on assiste même à un début de structuration nationale, de type partisan, de la campagne électorale et plus largement de la vie politique.

Ce travail exemplaire de science politique témoigne de l'influence de la sociologie historique sur son auteur, plus que de l'histoire sociale du politique. Essayons de pister quelques différences entre les genres. Le choix de l'Orne, la nomination au Conseil général, puis l'élection de Mackau comme député n'étaient certes pas programmés : si l'auteur se refuse à une lecture par trop déterministe de la carrière de Mackau, il tend toutefois à minorer, voire à sous-estimer la part de l'héritage social qui fut pourtant déterminante. Bien que le contexte politique soit pris en compte, ce n'est pas, parfois, sans une certaine contradiction : d'un côté, affirmation de la permanence d'un modèle notabiliaire, par delà les changements de régime ; de l'autre, volonté de montrer que Mackau n'est pas un héritier parce que, à la différence des notables de la France de la monarchie de Juillet, il doit affronter les incertitudes du suffrage universel. Mais le corps électoral, dans sa diversité sociale comme dans sa globalité politique, n'est guère présent dans l'ouvrage. Il s'agit ici davantage d'une sociologie historique "vue d'en haut" où l'interaction entre élus et électeurs n'est pas prise en considération. L'orientation générale de cette lecture du politique vise clairement à modéliser le cas Mackau. De celui-ci, on connaît le strict minimum biographique et sa parole n'apparaît

que rarement : discours et programmes ne sont guère pris en considération et lorsqu'ils le sont, par le biais de citations, celles-ci sont davantage "illustratives" qu'utilisées selon les règles de la critique historique. De plus, peu importe le cadre ornaï de l'affaire : l'Orne est très peu sollicitée, que ce soit sur le plan sociologique, économique, religieux, politique, au nom d'une sorte de principe d'interchangeabilité qui ne dit pas son nom. Cela ne retire rien à la valeur heuristique de la démarche, mais confirme que celle-ci relève d'une discipline qui a ses références conceptuelles, ses méthodes et ses problématiques, ses objectifs. Les historiens ont donc tout intérêt à se confronter à ce type de production, ne serait-ce que pour légitimer leur propre démarche. Et notamment pour montrer que l'histoire sociale est une histoire globale des sociétés, fondée sur l'usage de discours multiples et contradictoires, mais nécessairement soumis à une lecture critique en amont et à une hiérarchisation des usages en aval. L'ouvrage d'Éric Phélippeau sonne comme une invitation à la confrontation des savoirs et des savoir-faire : sa richesse réelle et son apport indéniable méritent d'être relevés, car ils participent d'une pluralité nécessaire des regards sur le politique, et sont de ce fait la source d'un débat qui reste à organiser

Pour citer cet article

Référence électronique

Jean-Claude Caron, « Éric PHÉLIPPEAU, *L'Invention de l'homme politique moderne. Mackau, l'Orne et la République* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 24 | 2002, mis en ligne le 04 juin 2003, Consulté le 03 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index376.html>

Référence papier

Jean-Claude Caron, « Éric PHÉLIPPEAU, *L'Invention de l'homme politique moderne. Mackau, l'Orne et la République* », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 24 | 2002, 159-162.

Droits d'auteur

Tous droits réservés
